

Perspectives

N°25/26 – 28 janvier 2025

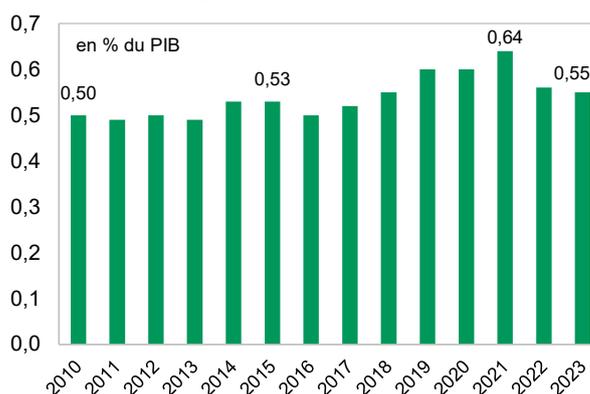
UNION EUROPÉENNE – L'investissement visant à atténuer le changement climatique à 0,55% du PIB

D'après les dernières données Eurostat, au sein de l'Union européenne, l'investissement privé visant à lutter contre le changement climatique a atteint 0,55% du PIB de la zone en 2023, soit 95,3 milliards d'euros. Ce type d'investissement soutient des actions ayant pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre résultant de la production ou de la consommation, par exemple, en passant de sources d'énergies fossiles à renouvelables ou encore en améliorant l'efficacité énergétique.

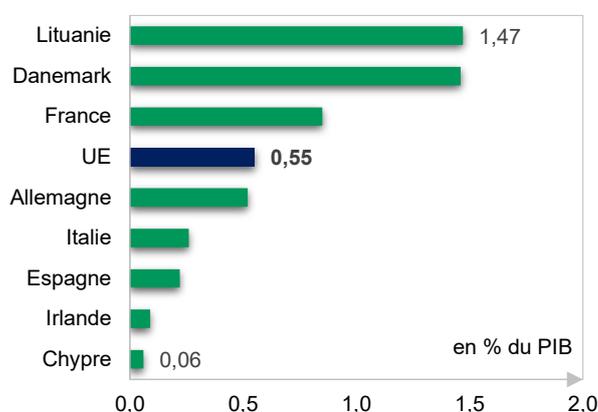
Sur le temps long, ces investissements se situent, en moyenne, proche des 0,5% du PIB, même si l'UE restait sur une tendance légèrement haussière depuis 2015 atteignant son pic en 2021 (0,64% du PIB). Néanmoins, depuis deux ans, un ralentissement se profile avec une baisse de 0,1 point par rapport au niveau de 2021. Pourtant, en corrigeant des effets de variation des prix, cet investissement a crû de 42% entre 2005 et 2022, passant ainsi de 59 à près de 84 milliards d'euros, largement soutenu par les efforts allemands et français dans le domaine.

Si l'on se penche sur les efforts entrepris par pays, les membres nordiques et baltes font office de premiers de la classe en 2023. En effet, la Lituanie (avec l'équivalent de 1,47% de son PIB) et le Danemark (1,46%) font la course en tête suivis de près par leurs confrères lettons (1,17%) et suédois (1,16%). À l'inverse, à Chypre et en Irlande, l'équivalent de moins de 0,1% du PIB a été consacré à des investissements privés destinés à combattre le changement climatique. Aussi, les puissances majeures de l'UE affichent de timides performances, à l'image de l'Italie et de l'Espagne dont le secteur privé investit, respectivement, seulement l'équivalent de 0,26% et 0,25% du PIB. L'Allemagne (0,52%) se situe quant à elle juste en-dessous de la moyenne de la zone qui est à 0,55%. Seule la France fait mieux en investissant l'équivalent de 0,85% de son PIB dans des projets œuvrant pour cette lutte, avec une forte hausse depuis 2014 (+0,38 point depuis cette année-là). Ces piètres scores sont toutefois à nuancer. Effectivement, ces pays ayant des produits intérieurs bruts plus élevés que leurs pairs, ces investissements, en valeur corrigée de l'inflation, représentent parfois plus de 26 fois ceux des meilleurs

Investissement privé visant à lutter contre le changement climatique, UE (27)



Investissement privé visant à lutter contre le changement climatique par pays, 2023



élèves. C'est par exemple le cas de la France et de la Lituanie en 2023 où l'investissement privé destiné à réfréner les effets du changement climatique était équivalent à 21,6 milliards d'euros dans l'Hexagone contre 804 millions pour le pays balte, pourtant premier en termes de pourcentage du PIB.

Des secteurs d'activité contribuent plus que d'autres à ces investissements. À l'échelle de l'Union européenne, le transport-entreposage (50%) et la fourniture d'électricité et de gaz (34%) réunissent à eux deux 84% de l'investissement privé pour combattre le changement climatique principalement sous la forme de recherches dans les technologies à faibles émissions. L'industrie, bien que suivant une évolution à la hausse, ne pèse encore que trop peu dans ces efforts (environ 10%). Cette tendance se vérifie d'ailleurs dans la plupart des pays de l'UE. En effet, 40% de cet investissement provient du transport-entreposage pour 12 pays sur 27 et 40% de l'électricité-gaz pour 13 d'entre eux, les bons élèves s'appuyant très majoritairement (plus de 60%) sur un des deux secteurs. Enfin, les secteurs de la construction, de l'agriculture ou encore des services (hors transport-entreposage) n'occupent qu'une part résiduelle de cet investissement. Par ailleurs, en 2023, les investissements dans l'atténuation du changement climatique dans le secteur de la fourniture d'électricité et de gaz représentaient environ 8% de sa valeur ajoutée brute. Pour le transport et le stockage, la part d'investissement était d'environ 6% de sa VAB. En revanche, ces mêmes investissements dans la construction et l'industrie représentaient moins de 1% de la valeur ajoutée brute de ces secteurs, illustrant ainsi l'importance relative donnée aux enjeux climatiques.

☑ Notre opinion – *Après avoir atteint son point culminant en 2021, l'investissement privé visant à combattre le changement climatique a de nouveau diminué, à 0,55% du PIB de l'Union européenne. Ce déclin intervient après la crise du Covid qui a détourné les priorités des enjeux environnementaux au profit d'impératifs économiques et sociaux. Si certains pays au fort poids économique tentent de maintenir leurs efforts (France, Belgique), d'autres comme l'Allemagne, les Pays-Bas ou encore les pays méditerranéens restent à la traîne. Aussi, seulement deux secteurs d'activité portent ces efforts (transport-entreposage et fourniture d'électricité et de gaz) quand beaucoup reste à faire dans certains secteurs clés de l'économie comme les services marchands, l'industrie ou encore la construction. Tout cela met en lumière le relatif attentisme du secteur privé concernant la question environnementale mais nous révèle dans le même temps la marge de manœuvre existante pour traiter cet impératif.*

Article publié le 24 janvier 2025 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
24/01/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
24/01/2025	<u>France – Scénario 2025-2026 : en quête de stabilité politique, la croissance fragilisée par l'incertitude</u>	France
23/01/2025	<u>Pays baltes – Une année 2025 sous le signe des tensions géopolitiques</u>	Pays baltes
23/01/2025	<u>K-Drama à Séoul</u>	Asie
22/01/2025	<u>Zone euro – Première baisse du taux d'épargne depuis un an et demi</u>	Zone euro
21/01/2025	<u>Brésil – L'ombre du déséquilibre fiscal plane sur une économie en forte croissance</u>	Amérique latine
20/01/2025	<u>France – L'activité devrait rester stable fin 2024, tandis que l'inflation a fortement ralenti en 2024</u>	France
17/01/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
17/01/2025	<u>Espagne – Scénario 2025-2026 : la croissance garde le pas</u>	Zone euro
16/01/2025	<u>Trump et la peur, ou la nouvelle alliance du mercantilisme et de la géopolitique</u>	Géopolitique
16/01/2025	<u>L'Arabie Saoudite face à sa démographie : défi ou aubaine ?</u>	Moyen-Orient
15/01/2025	<u>Argentine – Des progrès mais il semble raisonnable d'attendre</u>	Amérique latine
14/01/2025	<u>France – Nouvel effritement de la confiance des ménages</u>	France
14/01/2025	<u>Fintech Outlook Bilan 2024 – La bonne année ?</u>	Fintech
10/01/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
08/01/2025	<u>Mexique – Budget 2025, « raisonnable » mais réaliste ?</u>	Amérique latine
02/01/2025	<u>Royaume-Uni – L'inflation remonte et les perspectives à court terme restent entourées de risques haussiers</u>	Royaume-Uni
22/12/2024	<u>France – Que doit-on retenir des dernières prévisions de la Banque de France et de l'Insee ?</u>	France
20/12/2024	<u>Monde – Scénario 2025-2026 : un scénario conditionnel, plus que jamais</u>	Monde
20/12/2024	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Victor Moulin

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.